

Réforme des retraites : le premier ministre annonce la suspension, le président parle de « décalage » – FO reste ferme

22 octobre 2025 – La réforme des retraites est au cœur d'une nouvelle crise politique, après des déclarations contradictoires entre le premier ministre et le président. Alors que le premier ministre a officiellement annoncé la « suspension » de la réforme jusqu'à la présidentielle de 2027, le président a rectifié le tir en parlant d'un simple « décalage ». Force Ouvrière (FO), comme les autres syndicats, maintient sa vigilance et exige des actes concrets.

Le premier ministre : une suspension « historique » pour éviter la censure

Le 14 octobre 2025, lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre a créé la surprise en annonçant la **suspension de la réforme des retraites** jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. Cette mesure concerne à la fois le relèvement de l'âge légal (figé à 62 ans et 9 mois) et l'allongement de la durée de cotisation (170 trimestres). Le premier ministre a précisé que cette suspension bénéficierait à 3,5 millions de Français et serait financée par des économies, sans alourdir le déficit

Pour le Premier ministre, il s'agit d'une **rupture** avec la politique précédente et d'un geste fort envers les syndicats et le Parti socialiste, qui menaçait de censurer le gouvernement. « Je proposerai au Parlement dès cet automne que nous suspendions la réforme de 2023 sur les retraites jusqu'à la présidentielle », a-t-il déclaré, ajoutant que cette mesure serait intégrée au budget de la Sécurité sociale par une lettre rectificative

E. MACRON : « Ni abrogation, ni suspension, juste un décalage »

Mais le 21 octobre, depuis la Slovénie, le président a semé le trouble en affirmant qu'il ne s'agissait **ni d'une abrogation, ni d'une suspension, mais d'un simple « décalage »** de l'échéance des 63 ans, repoussée de janvier 2027 à janvier 2028. « Cela n'est ni l'abrogation ni la suspension, c'est le décalage d'une échéance », a-t-il martelé, rappelant que la réforme de 2023 restait « nécessaire » et qu'il faudrait « reposer le débat » sur le financement des retraites.

Le président a même évoqué des « **perspectives de référendum** », sous réserve d'un accord entre partenaires sociaux, ce qui a encore brouillé les pistes. Cette sortie présidentielle a été perçue comme une **remise en cause directe** de l'annonce du premier ministre, fragilisant la crédibilité de celui ci et relançant les tensions avec les syndicats.

Pour FO : « On ne se laissera pas berner par des mots »

Face à ce flou politique, **Force Ouvrière (FO) reste inflexible**. Dès l'annonce du premier ministre, Frédéric Souillot, secrétaire général de FO, avait salué une « première étape », mais rappelé que la centrale exigeait toujours **l'abrogation pure et simple** de la réforme. Après les déclarations du président, FO dénonce une **manœuvre sémantique** et une **volonté de minimiser l'ampleur du recul gouvernemental**.

« Que ce soit appelé suspension ou décalage, ce qui compte, c'est que la réforme ne s'applique pas. Mais nous restons mobilisés : tant que l'abrogation n'est pas actée, la menace plane », a réagi un responsable de FO. La centrale rappelle qu'elle **ne rangerà pas la menace de grèves** et exige des garanties écrites, pas des promesses orales.

FO insiste aussi sur le fait que **la suspension doit concerner l'ensemble de la réforme** (âge légal ET durée de cotisation), et pas seulement un report technique. La centrale appelle à une **vigilance maximale** lors du vote parlementaire sur le budget de la Sécurité sociale, prévu dans les prochaines semaines.

Conclusion : un imbroglio politique, une mobilisation syndicale intacte

Entre un Premier ministre qui parle de suspension pour sauver son gouvernement et un président qui minimise l'annonce en évoquant un simple décalage, **la confusion est totale**. Pour FO, comme pour l'ensemble de l'intersyndicale, **seuls des textes votés et une abrogation claire mettront fin à la mobilisation**.

« On ne lâchera rien. La rue a fait reculer le gouvernement une fois, elle le refera si nécessaire », résume un militant de FO. La bataille des retraites est loin d'être terminée.

Et vous, vous faites confiance aux annonces du premier ministre, ou vous pensez que le président va finir par imposer sa vision ?